

CONSERVATION ET CONSENSUS CONSCIENT POUR UNE VILLE AU DEVELOPPEMENT HUMAIN

Rosa Anna GENOVESE*, Italie / Italy

Toute l'histoire de la conservation des œuvres d'art et d'histoire est caractérisée, dès son origine, par la lutte ferme qu'une minorité d'intellectuels a dû combattre contre une majorité d'individus qui, pour des raisons différentes, ont détruit ces biens sous les yeux d'une majorité encore plus large de personnes qui ne faisaient aucune opposition à ces destructions.

Nous savons donc que, avant toute intention de conserver, est née la nécessité de défendre, de protéger les œuvres d'art de l'action de ceux qui y portaient les mains dessus pour différents motifs, cachés par les valeurs diverses que chacun leur attribuait. Certains y lisaient le témoignage du pouvoir de l'Église ou du Prince que l'on voulait effacer ; d'autres y reconnaissaient la présence d'une valeur économique qui en aurait permis la commercialisation, plus ou moins licite ; d'autres enfin entrevoyaient la possibilité de tirer des monuments du passé de bons matériaux de construction, ce qui s'est passé pendant plusieurs siècles. Il faut dire que très souvent c'est la classe dirigeante elle-même qui n'hésite pas à ordonner la démolition des monuments pour réutiliser le métal pour les armes ou pour les canons ou pour en tirer des profits plusieurs autres encore en est la preuve économique ; le cas de la démolition de la cathédrale de Chartres et de plusieurs autres encore en est la preuve.

La « guerre aux démolisseurs » et la dénonciation de Victor Hugo, de Montalembert et des autres sont la preuve de l'existence d'une volonté diffusée d'exploitation et de vandalisme, qui est allée bien au-delà des années de la révolution française, qui, au cours de la domination de Napoléon a vu les spoliations et la confiscation du patrimoine des Pays vaincus.

Et ce processus – suivi par bien d'autres gouvernements, comme par exemple les gouvernements anglais de l'époque de la reine Victoire dont l'impérialisme s'étendait dans le monde entier – est lui aussi la preuve de l'absence de volonté des diverses communautés de défendre et de conserver. C'est-à-dire que nous devons enregistrer une double manifestation de volonté : d'un côté, la volonté de confisquer, de s'emparer ou, parfois, de détruire ; de l'autre, la volonté de ne pas défendre, de ne pas se battre pour empêcher le vol et le vandalisme ; enfin la volonté parfois de tirer des profits financiers de ces actions ; et tout cela toujours dans l'indifférence de la majorité de la population.

De leur côté les Gouvernements, généralement européens, dès la moitié du XIX^{ème} siècle, montrent de vouloir développer une politique de tutelle des objets d'art et d'histoire qui constituaient le témoignage de la civilisation et, donc, du prestige de chaque nation. De là, une série de lois et d'institutions ayant pour but de créer des musées, recueils de tous genres (archives, bibliothèques, etc...), fouilles archéologiques, de mettre en évidence les chefs d'œuvre de l'architecture aussi et surtout d'essayer de contrôler et discipliner le commerce des œuvres d'art et leur exportation, ainsi qu'à empêcher les fouilles clandestines et la spoliation des sites archéologiques. Tout cela, bien entendu, dans des limites si modestes qu'elles n'empêchent pas la transformation massive de la ville et du territoire, imposée par la logique de la société industrielle.

En effet, ces Parlements et ces Gouvernements ne semblent pas s'être toujours posé le problème d'interpréter la demande de sauvegarde et de conservation des témoignages du passé de la part des individus (qu'ils représentent) et les raisons pour lesquelles ils en invoquaient la tutelle. Au contraire, il faut remarquer que cette question devait être posée avec une voix si faible que les décideurs ne l'entendaient pas ; ceux-ci considéraient donc correct, dans l'intérêt commun, de se préoccuper surtout de fournir une image, à la fois de modernité et d'ancienne civilisation en mesure d'aider la nation dans son effort d'intégration au sein des Pays industrialisés. Pays dans lesquels le besoin pressant de satisfaire aux exigences matérielles bien avant les exigences de l'être humain, imposait l'essor de la civilisation des machines qui finissait par emporter inexorablement la civilisation de l'homme.

Et ici, il faut remarquer que, juste dans les premières années du XX^{ème} siècle, il y a eu, devant étudier et proposer une loi de tutelle du patrimoine culturel (en particulier architectural), ressent le changement radical en cours dans la société civile et affirme l'exigence de sauvegarder les monuments comme témoignage des valeurs tant du passé que du présent que les hommes (collectivement et non comme minorités cultivées) reconnaissent dans ces monuments.¹ C'est A. Riegl, en effet, qui marque le début du lent parcours permettant de passer du concept de protection et de sauvegarde des biens historiques et artistiques au concept moderne de conservation des valeurs que ce patrimoine possède.

¹ Cfr. R.A. GENOVESE, *Conservazione e consenso cosciente*, dans Auteurs divers., *L'uomo ed i monumenti : una politica per la vita*, dans *Restauro*, nn. 136-137/1996, pp. 61-72.

Concept moderne qui, aujourd'hui encore, un siècle plus tard, tarde à s'affirmer ; bien au contraire, la société a fait prévaloir la recherche spasmodique d'un développement matérialiste qui conduit toujours plus l'humanité vers la perte de ces valeurs - dont parlait Riegl - en mesure de satisfaire ses besoins réels. Dans la réalité d'aujourd'hui, l'énorme pouvoir économique, qui domine sur tout, crée un obstacle même à la libre interprétation de ces valeurs de la part de l'homme qui, dans de telles conditions, éprouve une difficulté énorme à comprendre et à imposer les choix qui doivent conduire vers un nouveau développement, même culturel, de la société humaine.

Le Congrès d'Athènes (1931) et le Congrès de Venise (1964), en particulier, ont essayé de lancer avant et après la deuxième guerre mondiale, un appel aux Gouvernements du monde entier, dans le but de fixer des méthodes et des règles claires, pour ne plus détruire, mais plutôt pour conserver aux générations futures la mémoire du passé. Les nouvelles exigences de la société en évolution furent prises en considération, surtout à Venise ; on voulut tenir compte de l'utilisation des monuments et de leur valeur économique. Mais, trente ans plus tard², nous devons constater que, autour du concept de bien culturel et de son utilisation même économique, une interprétation - équivoque d'abord, décidément perverse et destructive par la suite - de l'idée de conservation tant des biens que des valeurs, s'est créée.

La recherche de l'équilibre indispensable entre conservation et utilisation des biens - facteurs tous deux intégrants de la vie du monument (qui, pour être vivant doit être utilisé), et qui doivent toujours se conditionner réciproquement - ne semble guère, en effet, avoir atteint des résultats positifs³. La participation effective de la société civile n'a pas réussi à empêcher la spéculation et la destruction ; et toutefois, dans les années plus récentes, les signes d'une participation plus vive commencent à se montrer, dérivant entre autres, d'une nouvelle culture qui retrouve dans les concepts de Riegl le but primaire de la conservation, qui consiste à reconnaître dans les monuments du passé des valeurs à la fois d'antiquité et d'actualité qui en imposent donc, une utilisation moderne. C'est là, justement, la nouvelle culture qui est en train d'imposer au futur développement de la société industrielle (désormais parvenue à la limite de son développement qui en marque la fin) une nouvelle dimension qui nécessite d'une participation plus essentielle à la vie économique, politique et démocratique de la collectivité ; une culture qui a besoin du consensus conscient de la majorité à accepter les choix pour une action qui produise le développement culturel. Ce qui signifie consensus conscient à des choix qui portent parfois à renoncer à certains privilèges pour obtenir la satisfaction des besoins intangibles de la plupart des individus qui, ensemble, constituent les groupes sociaux.

Il est alors nécessaire, dans notre secteur, d'établir en voie préliminaire les valeurs d'un monument qui offrent la plus grande utilité à tel ou tel groupe social qui possède des connaissances souvent à un niveau élémentaire et non d'érudit ; dans la société moderne ces connaissances, par le biais de moyens d'information et de communication toujours plus diffusés et plus vastes, rejoignent la communauté avec des temps et des manières profondément différents par rapport au passé. Par conséquent, tout individu a la possibilité de mettre en évidence continuellement le rapport entre besoins et valeurs intangibles et, donc, de donner vie à une interprétation personnelle des valeurs.⁴

Dans les années qui suivirent le Congrès de Venise, qui s'est tenu en Italie (après la tentative, en 1957, accomplie à Paris) en témoignage de l'engagement précis de la culture italienne (spécialement représentée à cette occasion par P. Gazzola, G. De Angelis d'Ossat, R. Pane et d'autres encore) vers la création d'un front commun, au niveau international, contre la destruction en cours des monuments et pour défendre « le monument pour l'homme », titre significatif de ce Congrès, aucun changement de route essentiel dans notre Pays ne peut être signalé.

Le modèle de développement industriel suivi en Italie au cours de ces décennies, n'a pas seulement produit les distorsions économiques et sociales tristement connues, mais encore il a permis de poursuivre une politique de rapine des ressources naturelles, environnementales et culturelles où le processus de socialisation de la culture et le droit à un niveau plus élevé de la qualité de la vie, même à travers l'utilisation participée et consciente du patrimoine, restait totalement ignoré. Dans le temps, malgré la notion de monument affirmée par l'art. 1 de la Charte de Venise, on a continué à privilégier la conception d'un choix de valeurs qui place au sommet les « monuments » et à la base les structures communes du tissu urbain ; il en découle une série d'interventions qui, avec le prétexte d'assainir ou de recouvrer ou de réhabiliter, ont produit l'aliénation tant de l'environnement urbain que des oeuvres d'art architecturales. Les interventions de conservation et de restauration, spécialement urbaines étaient toujours plus dérobées au contrôle et à la gestion publique (responsable de la tutelle de la valeur de la fonction et de l'utilisation sociale du patrimoine culturel) pour être laissés à la décision arbitraire de l'intervention privée.

C'est à tout cela que, de quelque manière, l'intervention des Commissions Franceschini et Papaldo, ainsi que l'action du Gouvernement de l'On. Aldo Moro et du sénateur Giovanni Spadolini tentèrent de s'opposer en donnant vie en Italie, en 1975, au Ministère pour les Biens Culturels et de l'Environnement, dans l'attente d'obtenir du Parlement la formulation d'une nouvelle loi de tutelle du patrimoine qui remplace les vieilles lois de 1939.

² Cfr.: R. DI STEFANO, *Monumenti e valori*, Naples 1996, pp. 31 et 32

³ Cfr.: R. DI STEFANO, *Monumenti ...*, ouvrage cité, p. 87

⁴ Cfr.: R. DI STEFANO, *L'authenticité des valeurs*, dans "Nara Conference on Autenticity", Trondheim 1995

Un Ministère, qui, avec une procédure sans nul précédent, naissait, entre autres, par décret-loi, converti en loi institutive en moins de soixante jours, et donc sans avoir pu approfondir le débat dans les salles du Parlement et qui avait, dès l'origine, le goût d'une «...aventure politique, administrative et culturelle ...»⁵ au nom du « droit de l'art », comme le disait G. Spadolini. Il ne faut donc pas s'étonner de constater comment aujourd'hui ce Ministère est presque paralysé par la difficulté de développer une action publique incisive «...ce qui rend, vingt ans après, le bilan si décevant et si frustrant.»⁶

Il faut signaler que, au cours de ces vingt-huit dernières années, la conduite politique du département ministériel a été on ne peut plus absente et non seulement par faute des ministres, mais plutôt en raison de l'importance très limitée qui lui a été accordée par les différents gouvernements et par une classe politique (à l'intérieur et à l'extérieur du Parlement) qui n'a pas su reprendre et conduire le discours sur le thème auquel Spadolini travaillait ; c'est-à-dire le thème de «...la prédominance du *jus popularis*, de l'intérêt public et de la propriété sociale, sur l'intérêt privé.». En effet, comme le remarque encore A. Emiliani, «C'est là le point problématique le plus intime et le plus profond de la route italienne vers la « politique pour les biens culturels ».»⁷.

Une politique qui exige, donc, l'affirmation du *jus popularis* à travers la manifestation explicite du consensus, fondé sur le plus grand sens de responsabilité individuelle qui, en permettant de bien comprendre les raisons de chaque existence, donnera lieu au devenir d'une vie communautaire d'hommes libres et réellement en mesure d'assurer le contrôle du développement de la société. Ceci demande la qualification de l'éducation de l'individu et non la massification et la quantification culturelle provoquées par la quantité énorme de notions fournies à des masses de personnes, amenées de cette façon non pas à augmenter la culture, mais la demande de biens de consommations ; cette qualification permettra d'accroître les capacités de penser de façon autonome et de participer aux décisions communes, parmi lesquelles revêtent grande importance les décisions concernant la fonction à attribuer à ce qui est en mesure de mettre en mouvement la mémoire. Et l'exercice de la mémoire, soit-elle individuelle ou collective, constitue le fondement même du processus de participation active qui permet de reconnaître l'oeuvre d'art ; c'est ainsi que se manifeste la nécessité d'enlever la mémoire sociale au contrôle des minorités de pouvoir à travers la vigilance sur les médias et, en général, sur les instruments qui la produisent, pour empêcher que la connaissance soit privatisée par des intérêts particuliers.

Voici donc que, dans la société où nous vivons, le problème de la libre participation individuelle et du consensus conscient se présente particulièrement complexe en raison de l'incidence toujours plus forte des facteurs économiques dans la conviction, par ailleurs déjà affirmée par Gazzola en 1964, qu'il faut regarder « les nouvelles poussées économiques comme une aide plutôt qu'un obstacle » à la conservation⁸.

Mais ces « poussées économiques » ont influencé, du point de vue de l'économisme les choix, même politiques, concernant la fonction et, donc, l'utilisation des biens culturels et, en particulier, des centres historiques. On est parti de la constatation que la sauvegarde et la conservation ont le but de pouvoir utiliser dans le présent les biens du passé, mais l'on a fini par oublier que cette utilisation ne doit pas empêcher la tutelle qui a le devoir de sauvegarder le rapport entre l'homme et son environnement, urbain et naturel, en évitant la perte des valeurs de l'esprit dans leur authenticité.

Nous risquons ainsi d'oublier que, s'il est vrai que les biens culturels constituent une ressource en termes économiques, cette ressource est irremplaçable et n'est pas renouvelable et ne doit donc pas être exploitée, mais plutôt être l'objet d'une « utilisation sans consommation ». Ce qui comporte, évidemment des choix opérationnels très difficiles pour garantir à la collectivité entière le maximum de bénéfice grâce à la conservation du patrimoine, qui «...contient en soi non pas deux valeurs, séparées et alternatives (la valeur culturelle et la valeur économique), mais une valeur économique et culturelle unique.»⁹.

Etant donné que - dans la conservation intégrée moderne - les choix sur la fonction appropriée à attribuer concernent la collectivité entière, ces choix doivent être accomplis et contrôlés par tous, à travers la participation collective, informée et consciente. Ces choix ne doivent pas avoir l'objectif d'augmenter l'économicité du bien, au risque de la perte de ses valeurs et de ses caractéristiques, mais ils doivent privilégier l'utilisation la plus favorable d'un patrimoine particulier qui ne se compose pas de « biens instrumentaux » ou de « biens de consommation », mais qui est un patrimoine de valeurs que les biens possèdent ; la première de ces valeurs est la valeur unitaire et inséparable de type économique et culturel.

C'est justement la mise en valeur de cette valeur particulière et intrinsèque qui réclame la participation populaire aux choix (qui doivent avoir un caractère public et, donc, politique) sur les interventions pour la conservation qui doivent être en même temps, de protection et d'utilisation en vertu d'une libre et moderne interprétation des valeurs intangibles.

⁵ Cfr.: F. BORSI, Venti anni di beni culturali, dans "Nuova Antologia" n. 2196, 1995, p. 21

⁶ Cfr.: F. BORSI, Venti anni ..., ouvrage cité, ibidem

⁷ Cfr.: A. EMILIANI, dans F. BORSI, Venti anni ..., ouvrage cité, p. 38.

⁸ Cfr.: P. GAZZOLA, *Le monument pour l'homme* ; Actes du IIème Congrès International de la Restauration (Venise 25-31 mai 1964), Bologne 1972 ; présentation.

⁹ Cfr.: ROBERTO DI STEFANO, *Antiche pietre per una nuova civiltà*, Naples 1984, p. 23.

La participation dépend donc strictement de la liberté, pour tout individu, d'interpréter ces valeurs, qui se manifeste avant tout, nous le savons bien, par effet psychologique grâce à un mécanisme naturel basé (comme l'enseigne Riegl) sur le sentiment, sur le souvenir et sur la mémoire et caractérisé « ... par la présence d'intérêts différents (historique, artistique, symbolique, social, économique, de la mémoire, ainsi de suite) ... »¹⁰.

Mais, dans le moment historique actuel nous devons enregistrer, parmi ces intérêts, la prédominance de l'intérêt économique qui ne concerne pas la collectivité, mais exclusivement les centres du pouvoir, même politique, qui gardent le contrôle de l'industrie culturelle active, spécialement dans le secteur de la communication et du tourisme. On sait bien en effet que, en influençant habilement les moyens de communication et d'information de masse, une acculturation diffuse se détermine, qui dirige l'interprétation des valeurs vers des objets bien définis que la dite industrie offre à la consommation matérielle des masses. De cette façon, l'on crée la demande de biens tangibles, qui satisfait les besoins artificiels de valeurs, opportunément confectionnés et offerts par l'industrie. Privés de la liberté de reconnaître et d'interpréter de manière subjective les valeurs et les objets de la conservation, les individus sont poussés à accepter des formes de mise en valeur de masse et à exprimer, d'une manière plus ou moins explicite, leur consensus envers ces formes.

Il ne s'agit pas, toutefois, d'un consensus conscient, mais plutôt d'un consensus produit par la conviction occulte, qui a le rôle de faire prévaloir l'intérêt économique d'une minorité sur l'intérêt de survie d'une large majorité.

Survie et développement qui ne pourront être assurés que par la satisfaction des besoins tangibles et intangibles à la fois. Ce qui est possible grâce à une recherche, de type politique et économique, de l'équilibre entre besoins et valeurs de l'homme moderne, dans un développement général qui ait une dimension culturelle explicite et ne soit plus dicté exclusivement par l'aspect économique. Une recherche politique et économique qui ne doit pas se baser sur la volonté des groupes au pouvoir, mais sur la participation et sur le consensus convaincu de la majorité.

Il faut reconnaître que ceci se révèle, pratiquement, extrêmement difficile car, dans la société d'aujourd'hui, il ne s'agit plus seulement du niveau d'éducation et d'instruction de chaque individu (qui demeure néanmoins l'élément fondamental du processus), mais plutôt du degré de liberté dans l'interprétation des valeurs des individus eux-mêmes, c'est-à-dire de la possibilité réelle de fonctionnement autonome du mécanisme complexe de l'esprit qui permet, à chacun, d'exprimer sa propre opinion.

S'il est vrai que la possibilité d'information, même en temps réel, plus rapide et diffusée, affine notre éducation et augmente notre instruction et, par conséquent, notre capacité de comprendre les fins et les moyens pour la conservation de notre patrimoine, il est vrai aussi que, si les voies d'information sont déviées de manière à fournir des informations fausses ou déformées, des effets destructifs non seulement pour la conservation du patrimoine, mais pour notre existence même se produiront. L'information, dont dépendent l'éducation de l'individu et son instruction, constitue, donc, un facteur déterminant pour la conservation correcte du patrimoine culturel.

En synthétisant le processus qui détermine la volonté de conserver un bien culturel, nous pouvons dire que l'individu doit avant tout connaître l'existence, dans un certain lieu, d'un bien ou d'une construction du passé et doit avoir la possibilité de voir ce témoignage pour permettre à ses propres mécanismes psychologiques innés, de lui fournir les sensations qui lui permettront (ou non) de remarquer l'existence d'une particularité du bien, c'est-à-dire de valeurs qu'il lui attribue (d'antiquité, de mémoire, artistique, historique, de nouveauté, etc...). Seulement s'il reconnaît certaines de ces valeurs, la construction atteint, pour lui une valence qui la rend particulière et différente des autres. A ce point, un rapport entre l'individu et le bien culturel s'est établi, qui devient important dans la mesure où il lui fournit une satisfaction totalement intime et personnelle.

Il est clair que si l'homme n'est pas totalement dépourvu de connaissance, mais possède un bagage d'informations sur les vicissitudes qui ont marqué la vie du bien (ou du monument), aux valeurs qu'il a reconnues au bien ou au monument (sur la base d'un processus intuitif et non rationnel de son esprit et de son âme) viendront s'ajouter d'autres valeurs qui lui permettront une interprétation plus approfondie des valeurs existantes. La connaissance et l'instruction ne constituent donc pas l'élément indispensable à reconnaître les valeurs, ce qui reste possible à tous et se produit librement; ce qui est indispensable c'est que l'individu connaisse l'existence du monument et qu'il ait la possibilité de l'admirer. La société actuelle fournit en large mesure et avec facilité la possibilité de connaître ce qui existe et de pouvoir l'utiliser, grâce à de nombreux moyens de communication de tout genre qui permettent de réaliser, à travers l'utilisation des biens, le susdit processus d'interprétation, qui est préliminaire à toute volonté de conservation.

Mais, créer et faire fonctionner ces moyens de communication demande des technologies avancées et des investissements financiers considérables, qui peuvent être fournis par les sources publiques ou privées. Or, partout, les sources publiques sont liées aux ressources financières de l'Etat qui sont toujours maigres et, donc, limitées. Les sources privées, au contraire, ont la possibilité de puiser dans des ressources financières plus importantes, à condition, dans la plupart des cas, de garantir un profit considérable.

¹⁰ Cfr.: ROBERTO DI STEFANO, *Monumenti...*, ouvrage cité p. 89. Voir encore R.A. GENOVESE, *L'intégration des exigences psychologiques et la Charte de Venise*, dans les Actes du Colloque « ICOMOS, un quart de siècle d'existence : bilan et avenir » (Lausanne, 6-11 octobre 1990), pp. 567-570.

Le contrôle privé des moyens de communication essaye donc d'assurer le profit maximum du capital, qui peut être obtenu à travers la consommation des biens culturels (et la propagande a ce but, de faire connaître et désirer les biens, jusqu'à ce qu'ils deviennent un besoin); de cette façon, les biens culturels sont utilisés comme des biens de consommation, sans qu'il en soit prévu la conservation. D'autre part, le contrôle public des moyens de communication, qui dispose de capitaux très modestes, ne parvient pas à assurer à la collectivité l'utilisation complète des biens culturels et, donc, en absence d'un rapport entre utilisation et conservation, les biens demeurent isolés et éloignés du public et, par conséquent, incapables de fournir utilité aux hommes qui ne peuvent pas en cueillir les valeurs.

Seul l'équilibre entre l'intervention publique et l'intervention privée (chacune d'elles développant son propre rôle spécifique) peut, donc, assurer la conservation du patrimoine culturel en faveur de la collectivité. Et, du moment que la recherche de cet équilibre est un devoir spécifique de la politique, la conservation, bien intégrée dans le plus général développement économique, social et culturel d'un Pays, est un fait exclusivement politique; pour résoudre cet aspect, en démocratie, toute la population doit participer de manière consciente, afin de donner son propre consensus aux initiatives que les responsables politiques des institutions décident d'entreprendre.

La participation et le consensus à la conservation du patrimoine constituent, donc, les éléments constitutifs des droits de l'homme¹¹ et imposent la consultation continue des populations intéressées au fonctionnement démocratique des institutions et des structures du gouvernement.

Cette consultation présente, dans la mise en oeuvre pratique, des difficultés graves et des obstacles remarquables, interposés par les pouvoirs forts aujourd'hui dominants, qui créent artificiellement des formes de consommation collectives et sociales qui se confondent avec le libre consensus individuel. En effet, dans le but de concrétiser les spéculations économiques, des formes de consensus des masses sont créées; masses qui sont poussées à ne pas considérer que ces avantages produisent une amélioration du rapport besoins-valeurs et que, par conséquent, leurs besoins demeurent inassouvis. Il est nécessaire que la consultation en question implique, donc, l'évaluation globale des projets de développement et qu'elle soit accomplie avec les experts qui ont préparé le projet et par les populations qui doivent en bénéficier.

En conclusion, l'existence d'une vraie politique des biens culturels, soutenue par la participation et le consensus conscient de la population constituée dans la société actuelle, considérée au niveau européen et mondial, l'instrument central pour assurer le développement économique, social et culturel du Pays. Participation de la population entière, bien entendu, à tous les niveaux, des sphères de la science, de la philosophie, de l'art, de la médecine, de l'économie, de la sociologie ainsi de suite, jusqu'aux niveaux occupés par les moins instruits.

Mais, ces individus analphabètes, semi-analphabètes ou peu instruits, sentent, eux aussi, parfois de manière plus profonde que les individus plus acculturés, le besoin d'une meilleure qualité de la vie, du point de vue économique, du travail, de la sécurité sociale, mais surtout, du point de vue de l'augmentation de leur richesse plus grande qu'ils savent (suivant les idées de Ruskin) être la vie. Et, donc, un de leurs vrais besoins est le besoin des valeurs intangibles, que, en tant qu'hommes, même privés d'instruction, ils sentent naturellement en eux-mêmes; ce qui leur donne plein droit à participer – et non seulement en tant que simples votants ou porteurs de bulletins de vote – à la vie démocratique du Pays et, entre autres, à déterminer la politique des biens culturels. Nous devons donc tous nous occuper, indistinctement, de cette politique, et être appelés à y participer à l'heure actuelle où le monde de la culture, qui est à la base de la nouvelle forme de développement de l'humanité, a demandé que, pour protéger et sauvegarder notre vie, nous devons conserver les monuments de notre civilisation, avec le souvenir et les autres valeurs que ces monuments conservent; ceci en interprétant les valeurs selon les exigences de l'actualité, en les valorisant, en les utilisant sans les consommer, pour en tirer le maximum d'utilité pour nous tous, qui demandons bien plus que le respect du droit à l'histoire et à l'art déjà invoqué par les gens cultivés et par les doctes et qui prétendons le droit à une vie à mesure de notre nature originaire, faite de chair et d'esprit.

Dans un récent volume sur « Ville durable et développement humain »¹², les auteurs mettent en évidence comment, dans un monde toujours plus globalisé et urbanisé, le futur de l'homme dépend strictement du futur de la ville et combien les conditions de vie de l'humanité dépendent de la capacité de gouverner et de gérer la ville, qui attire aujourd'hui, mais qui ne semble plus « amie » et d'où l'on fuit.

La ville « heureuse » est au contraire la ville de l'inclusion, capable de satisfaire les besoins tangibles et intangibles, où l'homme réussit non seulement à « avoir plus » en termes de consommation et de richesse tangible, mais à « être plus »: c'est la ville qui permet de satisfaire en même temps les besoins de justice, de coévolution solidaire et de beauté.

¹¹ L'art. 27 de la *Déclaration des droits de l'homme* (proclamée par l'Assemblée générale des Nations Unies en décembre 1948) récite: « Toute personne a le droit de prendre part librement à la vie culturelle de la communauté, de jouir des arts et de participer au progrès scientifique et aux bénéfices qui en découlent ». Cfr. encore la *Convention européenne des Droits de l'Homme* (entrée en vigueur le 3 septembre 1953) et protocoles adjoints successifs.

¹² Cfr. L. FUSCO GIRARD et B. FORTE, *Città sostenibile e sviluppo umano*, éd. Franco Angeli, Milan 2000

L'étude, menée par différents chercheurs, responsables même d'institutions internationales, analyse les différentes dimensions de l'humanisation du développement urbain, dans le but d'identifier les stratégies et les instruments nécessaires aujourd'hui à améliorer les choix au niveau local, dans le but de réduire les inégalités, les conflits et la crise écologique croissante et pour insérer l'économie urbaine dans la *new economy*. Le défi urbain est, donc, représenté par la capacité de reproduire des valeurs - à partir des valeurs éthiques, spirituelles et religieuses - à une vitesse au moins équivalente à la vitesse de leur consommation.

Le patrimoine culturel peut jouer un rôle remarquable dans les stratégies d'humanisation du développement urbain et ouvrir de nouvelles perspectives de recherche et d'intégration entre l'homme et la ville, vers une politique de la vie et un futur plus humain, basé, finalement, sur l'équilibre entre les valeurs tangibles et les valeurs intangibles.

ABSTRACT

Depuis la moitié du XXème siècle, les gouvernements européens s'efforcent de mener une politique de sauvegarde des biens culturels sans, pour autant, empêcher la transformation massive de la ville et du territoire, imposée par la logique de la société industrielle et par l'essor de la civilisation des machines qui finit par emporter inexorablement la civilisation de l'homme.

Avec A. Riegl s'amorce le parcours qui permet de passer du concept de protection du patrimoine historique et artistique au concept moderne de conservation des valeurs que renferme ce patrimoine, concept qui tarde à s'affirmer, encore aujourd'hui, car la recherche spasmodique d'un développement matérialiste prévaut.

Le congrès d'Athènes d'abord, et celui de Venise, par la suite, ont essayé de lancer un appel aux gouvernements du monde entier afin qu'ils fixent des normes pour la conservation et la transmission de la mémoire du passé aux générations futures, mais la recherche d'un équilibre entre conservation et utilisation des biens ne semble guère avoir donné de résultats positifs, tandis que la nouvelle culture, née précisément des concepts de Riegl seulement ces dernières années, commence à s'affirmer par une plus vive *participation sociale*.

Il est, par conséquent fondamental de dégager un *consensus conscient* de la majorité à accepter les choix pour une action de développement culturel.

Dans cette optique, l'éducation et l'instruction deviennent un véhicule important pour combattre l'acculturation diffuse, tandis que l'information (dont dépendent l'éducation et l'instruction de l'individu) constitue un facteur déterminant pour une conservation adéquate du patrimoine culturel.

En conséquence, il faut parvenir à un dosage entre l'intervention publique et privée pour garantir la conservation du patrimoine culturel au profit de la collectivité. L'existence d'une véritable politique des biens culturels, soutenue par la *participation* et le *consensus conscient* de diverses catégories de la population, constitue aujourd'hui l'instrument central pour assurer l'essor économique, social et culturel des Pays.

Since the mid XX century, European Governments have endeavoured to implement a policy of protection of cultural heritage without avoiding, however, the massive transformation of cities and territories imposed by the logic of industrial society and by the development of the machine civilization, which ended up by inexorably overwhelming the civilization of man.

A. Riegl first opened the way to change from the concept of protection of historical and artistic objects to the modern one of preserving the values they embody. This concept today is still accepted with difficulty due to the prevailing spasmodic research of materialistic development.

During the meeting in Athens first, and Venice later, appeals were made to Governments all over the world to determine regulations to preserve memories from the past for the future generations. However, research on the balance between conservation and the use of heritage does not seem to have produced any positive results, while the new culture, born precisely from Riegl's concepts only in recent years, is gaining ground through a stronger *social participation*.

The aware consensus of the majority to accept the choices for an action-producing cultural development is therefore fundamental.

From this point of view, education and training are an important way to fight widespread acculturation, while information (since the education and training of man depend upon information) is a determinant factor for the appropriate conservation of cultural heritage.

Therefore, only the balance between public and private actions can guarantee the preservation of cultural heritage for the benefit of a community. As a consequence, a real policy for cultural heritage, supported by *the participation* and *aware consensus* on the part of the various levels of society, is today the central instrument to guarantee the social, cultural and economic development of countries.

ROSA ANNA GENOVESE

Architecte, spécialisée en Restauration des monuments.

Membre du Comité Exécutif ICOMOS (1999/2002 - 2002/2005); Secrétaire Générale du Comité Italien et Secrétaire Générale du Comité Scientifique des Itinéraires Culturels (CIIC).

Professeur de "*Techniques de la représentation pour la restauration*" dans l'Ecole de spécialisation en Restauration des monuments de Naples ; de "*Restauration archéologique*" dans l'Université "Federico II" de Naples et professeur de "*Techniques de relèvement*" dans l'Institut Universitaire "Suor Orsola Benincasa" di Napoli.

Rédacteur en chef de la revue "Restauro" de 1979 jusqu'à présent et rédacteur de la revue "ICOMOS information" dans les années de sa publication (de 1985 à 1990).

Auteur de nombreuses publications (quatre-vingts environ). La dernière "Gaetano Genovese e il suo tempo" a remporté le prix national "Capri - San Michele" dans l'année 2000.

A dirigé des travaux de nombreux chantiers de restauration de monuments.

Architect, specialized in Restoration of monuments.

Member of the Executive Committee of ICOMOS (1999/2002-2002/2005); General Secretary of the Italian Committee and of the Scientific Committee for Cultural Itineraries (CIIC).

Teacher of "*Techniques of representation for restoration*" at the Specialization School of Restoration of Monuments in Naples; of "*Archaeological Restoration*" at the University Federico II in Naples and teacher of "*Survey Techniques*" at the Suor Orsola Benincasa University Institute in Naples.

Editor-in-chief of the review "*Restauro*" from 1979 until today and writer of the review "*ICOMOS information*" in the year it was issued (from 1985 to 1990).

Author of many publications (about eighty). The last publication, "*Gaetano Genovese e il suo tempo*", received the "*Capri-San Michele*" national award in 2000.

Works director in many restoration projects on monuments..